

Hongrie : Orban accusé d'entretenir un climat antisémite

Les attaques du gouvernement contre le philanthrope juif George Soros irritent les pays occidentaux

BUDAPEST - *envoyé spécial*

György Konrad revient tout juste de Berlin. Et sur la route entre l'aéroport et son domicile, cette grande voix de la dissidence sous le régime communiste ne peut pas échapper aux immenses affiches placardées partout par le gouvernement autoritaire de Viktor Orban. Son esthétique douteuse rappelle de mauvais souvenirs à ce grand écrivain juif, l'un des derniers témoins de la Shoah. On peut y voir le philanthrope juif américain d'origine hongroise George Soros, grimaçant, tirer les ficelles d'une marionnette à l'effigie de Laszlo Botka, un leader de la gauche.

Pour le parti populiste de droite au pouvoir, ce dernier n'est que le « pantin d'un milliardaire » des Etats-Unis. Le 26 avril, M. Orban avait qualifié le célèbre mécène de « spéculateur financier », devant le Parlement de Strasbourg. Des propos aux accents clairement antisémites, selon le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, même si le gouvernement hongrois récuse toutes ces accusations.

« On a vécu dans la même rue pendant la guerre, Soros et moi, se remémore M. Konrad, qui a écrit une lettre ouverte très virulente à l'attention du premier ministre hongrois. Cette propagande est de plus en plus ignoble. Avec ses allusions, elle entretient un antisémitisme populaire dans le but de neutraliser le parti d'extrême droite. »

Lors des législatives, qui se tiendront en 2018, le Jobbik sera le concurrent le plus sérieux de Viktor Orban. Des spots publicitaires, financés par le gouvernement, sont donc également diffusés à la télévision publique. Sur fond de musique angoissante, ils invitent les Hongrois à soutenir le pouvoir en place à Budapest contre « les bureaucrates de Bruxelles », qui défendent George

Soros et veulent forcer ce petit pays d'Europe centrale à « accueillir des immigrés ».

Selon plusieurs diplomates en poste actuellement en Hongrie, cette communication malsaine ne doit pas faire oublier que M. Orban montre des signes de faiblesse dans le bras de fer qu'il a lui-même engagé avec la Commission. Cette dernière, soutenue par le Parti populaire européen (PPE, droite), duquel est membre le chef de l'exécutif hongrois, a en effet engagé une procédure d'infraction à l'encontre de Budapest.

« Erreur »

Le ministre hongrois de la justice, Laszlo Trocsanyi, a jusqu'au 26 mai pour fournir des « explications détaillées » sur la loi que Budapest a promulguée, le 10 avril, concernant les universités étrangères. Le texte est perçu comme une attaque, grossièrement déguisée, contre la réputée Université d'Europe centrale (CEU), fondée en 1991 par George Soros. Il pourrait contrevenir à la liberté d'établissement et à la charte des droits fondamentaux. Il oblige

les facultés étrangères à ouvrir un campus dans leur pays d'origine, si elles veulent continuer de délivrer des diplômes en Hongrie.

La CEU, anglophone et jalouée par ses concurrentes locales, doit se conformer à cette nouvelle contrainte d'ici à février 2018 dans le cadre d'un accord bilatéral. Un défi impossible à relever. Les milieux diplomatiques des grands pays occidentaux pèsent donc de tout leur poids pour montrer que Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, jouit de leur total soutien, ce qui ulcère les membres du gouvernement hongrois.

Peut-être Viktor Orban s'est-il, cette fois, frotté à un trop gros poisson. Certes, M. Soros est aussi un ennemi personnel de Donald Trump. Le premier ministre hongrois considérait comme acquis

le soutien de l'actuel locataire de la Maison Blanche. « Mais c'est sur ce point qu'il a commis son erreur la plus grave, juge un diplomate occidental proche du dossier. Car aux Etats-Unis, la liberté académique est sacro-sainte. Trump détecte Soros, c'est vrai, parce que c'est un mécène démocrate. Mais il ne prendra jamais le risque de laisser tomber un compatriote hyperpuissant, fût-il libéral, pour aider le dirigeant d'un pays qu'il a du mal à situer sur une carte ! »

La CEU étudierait tout de même un déménagement provisoire, en

catastrophe, à Vienne, au cas où les choses tourneraient mal. Ce serait un comble, alors que le gouvernement hongrois l'avait accueillie après la chute du communisme, justement pour tenter de concurrencer la capitale autrichienne, éternelle rivale, dans son rayonnement international.

« Porte de sortie »

Pourtant, la plupart des 1500 étudiants de l'université Soros restent confiants. « Si vous regardez bien, dit Laszlo Csaba, professeur à la CEU, vous remarquerez que le ministre de la justice est le seul à ne pas participer à la campagne indigne de diffamation publique à notre rencontre. Je pense qu'il est en train de chercher une porte de sortie juridique qui permettra à Viktor Orban de ne pas perdre la face. »

M. Trocsanyi n'a pas souhaité répondre aux questions du Monde. Les échanges entre la Commission et le gouvernement, dans le cadre des procédures d'infraction, sont confidentiels. Quoi qu'il en soit, Viktor Orban a pris soin de faire porter un courrier personnel à György Konrad. Preuve qu'après sept ans d'un pouvoir controversé le premier ministre hongrois n'est pas encore devenu insensible aux prises de position hostiles, lorsqu'elles émanent de figures qu'il respecte. ■

BLAISE GAUQUELIN

Nouvelle manifestation à Budapest

Environ 3000 personnes ont manifesté, dimanche 21 mai à Budapest, contre le premier ministre hongrois, Viktor Orban. Les organisateurs de la marche ont exprimé leur solidarité envers les médias, les ONG et l'Université d'Europe centrale, fondée par George Soros. Beaucoup de drapeaux européens étaient visibles.

Samedi, une autre manifestation avait eu lieu à Felcsut, dans le fief de M. Orban, pour attirer l'attention sur la corruption massive devenue, selon l'opposition, courante dans le pays. Mercredi 17 mai, le Parlement européen s'est prononcé pour le déclenchement inédit d'une procédure de sanction contre la Hongrie, estimant que ce pays présentait « un risque clair de violation grave » des valeurs fondamentales de l'Union européenne.